

Sécurité de la vieillesse—Loi

du service postal. Il y a eu l'imposition du système métrique obligatoire pour les poids et mesures, décision coûteuse et controversée pour ne pas dire plus. Je suis fier de me joindre à 36 autres députés de notre parti pour ouvrir une station-service qui accorde aux citoyens la liberté du choix. Ce qui est en cause, ce n'est pas le système métrique, c'est la liberté de choix. Ce qui est en cause, c'est le refus des décrets du conseil.

Les décrets du conseil ont également permis d'accorder une pension au sénateur Pitfield, ainsi qu'un salaire très généreux à l'ancien sous-ministre des Finances, Ian Stewart—j'aimerais bien que son nom soit orthographié différemment—pendant qu'il se cherche un nouvel emploi.

Et que dire des \$200,000 qu'on a versés à Ed Clark pour devenir bilingue tout en se prélassant sur la Côte d'Azur? Il est l'un des auteurs du Programme énergétique national, qui s'est révélé tellement catastrophique pour notre pays. Sur quoi portait la thèse de ce monsieur? S'il n'est pas gauchiste, alors pourquoi sa thèse portait-elle sur le gouvernement de la Tanzanie? Il est l'un des créateurs du Programme énergétique national dont les Canadiens partisans de la libre entreprise se passeraient volontiers.

On pourrait citer encore la somme de \$70,000 qui a été versée à M^{me} Susan Warner, du bureau local de Barrie de Santé et Bien-être, pour aller suivre des cours de langue à Toronto. Bien entendu, c'était indispensable! Ce bureau ne reçoit même pas un coup de téléphone par mois en français. Gaspillage, gaspillage. Dépensons, dépensons sans compter. Et qui paiera la note? Ce sont nos citoyens âgés, qui, de l'aveu même du ministre, ont passé un contrat social avec son gouvernement. Plus particulièrement, ce sont les retraités qui sont appelés à payer la note, eux qui ne pourront jamais recouvrer le revenu perdu. Ils touchent un revenu fixe, ce qui ne les empêche pas de payer de plus en plus cher pour la nourriture, les vêtements et le logement.

● (1250)

Quand ce gouvernement a honte de ses actes, il agit en secret, sans consulter le Parlement et encore moins le peuple, notamment les retraités dont le nombre dépasse le million. Et quand le gouvernement se voit forcé d'agir publiquement, il a recours à tous les moyens dont il dispose pour limiter la durée du débat et empêcher que l'on scrute ses décisions. Je suis certain, monsieur le Président, que s'il avait la possibilité de le faire, le gouvernement actuel aurait promulgué un décret du conseil tendant à limiter la pension des citoyens âgées pour cette année, l'année prochaine, et peut-être indéfiniment s'il en avait les moyens.

Ce qui est le plus ridicule dans cette affaire, c'est que rien de tout cela n'aurait été nécessaire si seulement la caisse de retraite du Canada avait été versée dans un compte distinct et avait été saine sur le plan actuariel, si le gouvernement y avait contribué, et si l'on avait permis à la libre entreprise d'y investir. La caisse de retraite du Canada serait tellement riche que nous n'aurions pas eu besoin de mentir aux Canadiens, de leur faire croire qu'il existe un compte distinct et qu'il pouvaient dormir tranquilles sans jamais craindre la moindre baisse de leur pension. On n'aurait pas eu besoin de présenter un bill C-133. C'est un projet de loi dont le gouvernement a tout lieu d'avoir honte, et c'est certainement pour cette raison qu'il impose maintenant la clôture pour mettre fin au débat public.

J'aurais pu énumérer beaucoup d'autres raisons pour lesquelles ce bill n'était pas nécessaire.

Pourquoi, il y a 14 ans, le gouvernement n'a-t-il pas tenu compte de la crise économique qui était imminente? Pourquoi a-t-il fallu que l'Allemagne et le Japon soient les seuls pays qui aient prévu ce qui allait se passer et qui aient modifié en conséquence leur planification économique, notamment leurs programmes de recherche et de développement? Le Canada est maintenant au 24^e rang parmi les 24 pays membres de l'OCDE pour ce qui est de la croissance économique. Je cite:

L'OCDE estime qu'en 1982, les pays énumérés ci-dessous ont connu une croissance plus rapide que celle du Canada.

Et l'OCDE énumère ensuite une liste de pays. Par conséquent, nous ne pouvons pas rejeter le blâme sur les anchois du Pérou, ou sur les pingouins de l'Antarctique, ou sur les renards d'une autre région du monde, ou encore sur M. Reagan, parce que les pays énumérés dans cette liste sont la Belgique, la Finlande, la Grèce, l'Islande, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège, le Portugal, l'Espagne, la Turquie. Nous nous classons après ces pays. Nous sommes à la vingt-quatrième et dernière place et je ne crois pas que l'on puisse blâmer l'inflation mondiale pour cela.

Sur les sept plus grands pays de l'OCDE, le Canada, devancé seulement par le Royaume-Uni par un demi-point de pourcentage, se place au deuxième rang pour son taux de chômage. Nous savons tous quel a été le sort du Royaume-Uni depuis qu'il a opté pour le socialisme. C'est la dégringolade depuis ce moment-là. Nous nous laissons prendre au même piège parce que le gouvernement au pouvoir croit que la remontée sera plus facile s'il exige le premier effort des retraités. Le Canada est le seul des dix principaux pays de l'OCDE dont la productivité industrielle ait ralenti. Sur qui allons-nous en rejeter la faute cette fois?

Une voix: Savez-vous pourquoi?

M. Stewart: Oui, je le sais—à cause des 14 années d'incurie du gouvernement. Tout le monde sait qu'en investissant dans la recherche et le développement, même 0.5 p. 100, nous pourrions créer 400,000 emplois. Tout le monde sait quel succès remportent dans le monde des entreprises comme Mitel. Que faisons-nous? Nous dilapidons pour toutes sortes de programmes de main-d'œuvre qui ne réussiront qu'à attiser l'inflation, ce dont nous blâmons, c'est pas Dieu possible, les retraités!

Il s'imposerait peut-être à ce moment-ci de mettre encore mieux en lumière l'infamie de cette mesure, dont le député a parlé. Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a dit, dans son discours sur le bill dont nous sommes saisis, qu'elle faisait une faveur aux personnes âgées en les enrôlant dans la lutte désorganisée que le gouvernement livre à l'inflation. Toute une faveur! Cela revient à dire à la victime d'un voleur à la tire qu'au moins ses pantalons ne pendront plus, ou à celle qui vient de se faire voler son sac à main que cela lui fera un poids de moins à porter. Cette façon de raisonner est illogique. Elle est inacceptable; que vaut une économie de 31 millions quand on a un déficit comme le nôtre? Cette façon de raisonner est aussi bien typique du gouvernement. Croyez-moi, monsieur le Président, cela ne s'est jamais vu de l'appliquer à un groupe particulièrement important de notre société.

La place importante qu'occupent nos personnes âgées, la profonde reconnaissance que nous leur devons pour ce qu'elles